

DOSSIERS PARTENAIRES
SPÉCIAL ÉCONOMIE SOCIALE

les affaires

Faire affaire avec l'économie sociale !

L'économie sociale : un modèle à découvrir
pour des achats locaux et une société plus inclusive et durable

césim 

CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

6 principes à connaître sur l'économie sociale



De gauche à droite : des entreprises d'économie sociale montréalaises qui font partie de l'initiative *L'économie sociale, j'achète!* Insertech – Sports Montréal – Chic Resto Pop – La coop WEBTV – Groupe Information Travail

Vous l'ignorez peut-être, mais vous faites probablement déjà affaire avec une entreprise d'économie sociale. Et contrairement aux sociétés cotées en Bourse, les notions de revenus et de profits ne sont pas les principaux objectifs de ce type d'organisation. Au Québec, la Loi sur l'économie sociale adoptée en 2013 témoigne de la vitalité de ce modèle d'entrepreneuriat et vient définir certains principes directeurs nous permettant d'en apprécier la teneur. Ouvrez l'œil, l'économie sociale est partout, et plus présente que vous ne le pensez !

Alors, l'économie sociale, de quoi s'agit-il ? « C'est une façon d'entreprendre autrement. Une entreprise d'économie sociale, c'est une coopérative, un organisme à but non lucratif ou une mutuelle qui vend des produits et des services avec une finalité sociale. Les entreprises qui adoptent ce modèle choisissent une forme de gestion collective. Il n'y a pas de propriétaire unique, mais plutôt un principe selon lequel chaque membre possède un droit de vote. Une telle communauté se donne une capacité d'agir et les moyens d'assurer sa pérennité dans le temps », explique d'entrée de jeu Anyle Côté, directrice générale du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM).

Nous sommes tous, ou presque, membres d'une entreprise d'économie sociale.

La preuve ?

Desjardins, cette grande coopérative bien de chez nous, est considérée comme une pionnière en la matière.

« Ce désir d'aider est ancré dans notre ADN et reflète bien notre mission », rappelle Driss Akrab, directeur principal, chaîne d'approvisionnement et gouvernance des fournisseurs, pour l'institution.

Et il y a probablement d'autres organisations que vous fréquentez et qui vous viennent en tête : le Cinéma Beaubien et le Cinéma du Parc, les magasins Renaissance ou CycloChrome, qui assure l'entretien des vélos Bixi, par exemple.

« L'économie sociale contribue de façon significative au développement du Québec, et particulièrement à celui de la région de Montréal. En effet, l'Institut de la statistique du Québec dénombre 2 800 entreprises d'économie sociale sur le territoire montréalais. Celles-ci emploient plus de 67 000 travailleurs, générant du coup 11,7 milliards de dollars de revenus annuels. », ajoute Anyle Côté.

Ces coopératives, mutuelles et organismes à but non lucratif (OBNL) réalisent des activités économiques dans l'objectif de répondre à des besoins sociaux : créer des emplois, favoriser l'insertion socioprofessionnelle ou protéger l'environnement, à titre d'exemple. Les entreprises d'économie sociale sont également reconnues pour leur résilience. En effet, 85 % des entreprises d'économie sociale montréalaise cumulent plus de dix ans d'existence. Elles résistent beaucoup mieux aux soubresauts économiques, parce qu'elles ont l'appui de leur communauté et répondent à leurs besoins. Et cette résilience s'accompagne de plusieurs autres caractéristiques que voici.

Six principes propulsent chaque entreprise d'économie sociale (OBNL, coopératives et mutuelles) au Québec

1- L'obligation de répondre aux besoins de ses membres

La mission sociale est la raison d'être d'une entreprise d'économie sociale. Elle doit servir ses membres et la collectivité, en améliorant leur bien-être et en proposant des emplois de qualité. Les surplus générés sont d'ailleurs réinvestis dans la mission de l'entreprise ou versés à ses membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise.

2- Une autonomie de gestion face à l'État

Une entreprise d'économie sociale n'est pas sous le contrôle décisionnel d'un organisme public. L'État ne doit donc pas s'ingérer dans les décisions prises par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale d'une entreprise d'économie sociale.

3- Une gouvernance démocratique par les membres

Contrairement à ce qui a cours lorsqu'on détient une participation financière dans une société par actions (où une action offre minimalement un droit de vote), chaque membre d'une entreprise d'économie sociale ne détient qu'un seul vote. Le droit de vote s'exerce donc indépendamment du pouvoir financier d'un membre votant.

4- La viabilité économique est recherchée

Les activités économiques sont réalisées dans une logique entrepreneuriale. À titre d'exemple, sur l'île de Montréal seulement, sur les 11,7 milliards de \$ de revenus de l'économie sociale, 90 % proviennent du chiffre d'affaires des entreprises (c'est-à-dire de la vente de biens ou de services et des cotisations des membres). Les revenus générés doivent donc permettre une viabilité économique pour que les entreprises puissent accomplir leur mission. Et les surplus réalisés sont alors utilisés à bon escient!

5- Les surplus n'enrichissent pas des investisseurs

Les règles applicables à l'entreprise d'économie sociale interdisent la distribution des surplus générés par ses activités ou prévoient une distribution des surplus aux membres, au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise. Ces mêmes surplus peuvent également être réinvestis dans l'entreprise, pour développer un nouveau service, à titre d'exemple, ou soutenir davantage les communautés qu'elles desservent.

6- Une pérennité assurée

Une entreprise d'économie sociale ne peut être vendue ou dissoute sans l'accord de ses membres. En cas de dissolution, le reliquat de ses biens doit être dévolu à une autre personne morale partageant des objectifs semblables. « *Comme elle appartient à ses membres et répond aux besoins de sa communauté, une entreprise d'économie sociale ne sera pas délocalisée pour répondre à des impératifs économiques* », souligne Anyle Côté.

Une vision d'avenir remplie de promesses

Les entreprises d'économie sociale comptent sur différents types de clientèle, et plusieurs grandes sociétés du Québec se font d'ailleurs un devoir d'être de grands donneurs d'ordres auprès de celles-ci. C'est notamment le cas d'Hydro-Québec, qui souhaite impliquer ses partenaires locaux dans la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement plus robuste. À cet effet, des passerelles plus étroites pourraient être mises en place entre les grandes institutions et les entreprises d'économie sociale montréalaises afin d'innover.

« *Aujourd'hui, les grandes organisations font affaire avec des entreprises d'économie sociale qui existent déjà. Mais éventuellement, on pourrait même penser à en créer de toutes pièces pour répondre à des besoins dans des créneaux particuliers qui ne sont toujours pas couverts par l'économie sociale. Plusieurs institutions pourraient ainsi mettre la main à la pâte pour développer des entreprises d'économie sociale 2.0, sachant que celles-ci auront ensuite un carnet de commandes garanti avec Hydro-Québec et d'autres sociétés partenaires* », explique ainsi Bertrand Gimat, chef des orientations stratégiques en approvisionnement pour Hydro-Québec.

La Ville de Montréal est aussi un acteur important qui soutient l'économie sociale. « *Les entreprises d'économie sociale donnent l'exemple et elles achètent auprès de fournisseurs ayant des pratiques responsables. Elles privilégient les circuits courts, limitant d'autant les émissions de gaz à effet de serre (GES). Elles sont proactives, se montrent ouvertes à développer une offre innovante et elles valorisent l'économie circulaire. Un peu comme si cette grande chaîne n'avait plus de maillon faible* », conclut France Doire, chargée d'expertise et de pratique principale, approvisionnement responsable pour la Ville de Montréal.

Le coin des bonnes adresses :

- > Répertoire du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM)
- > Plateforme Akcel acheteurs

Économie sociale : 3 avantages de s'approvisionner localement



« La Ferme agricole, en ville, pour tous » sur les terres du siège social de la Société des alcools du Québec (SAQ), un partenariat entre la Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve et la SAQ dans la foulée de l'initiative *L'économie sociale : j'achète !*

Les entreprises d'économie sociale desservent principalement un marché local, ou régional. Et ça tombe bien ! Plusieurs grandes organisations du Québec souhaitent bâtir un lien privilégié avec ces partenaires d'affaires. Voici quelques-uns des avantages dont vous pourriez bénéficier en vous approvisionnant dans votre propre cour.

1- Miser sur une plus grande résilience

Se tourner vers l'économie sociale, c'est assurément un moyen à envisager pour développer une plus grande résilience dans un contexte incertain. « *Au cours des trois dernières années, nous avons vécu une pandémie, l'inflation galopante et l'accroissement des inégalités. Face à ces grands défis, l'économie sociale est l'une des solutions qui contribuent à une société plus inclusive, plus durable et plus solidaire. L'économie sociale a répondu présente face aux enjeux des dernières années. Et elle continue de le faire aujourd'hui* », déclare Édith Cyr, présidente du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM).

L'achat local vient évidemment réduire la dépendance aux fournisseurs étrangers. Les retards de livraison, les problèmes de transport : voilà une variable de moins dont il faut tenir compte lorsque vient le moment de gérer vos stocks. En faisant le choix de l'achat local, vous optimisez le contrôle de vos intrants et vous réduisez les coûts liés à la bonne gestion de votre chaîne d'approvisionnement. « *Et en faisant le choix de l'économie sociale, vous achetez un produit et un service à proximité, certes, mais votre décision entraîne aussi des retombées positives dans la communauté* », renchérit Anyle Côté, directrice générale du CESIM.

À titre d'exemple, pour préparer le réseau électrique de demain, Hydro-Québec doit s'assurer de compter sur une chaîne d'approvisionnement robuste.

La société d'État souhaite compter sur une logistique plus locale. Les fournisseurs d'ici peuvent lui offrir une meilleure prévisibilité que les fournisseurs étrangers. Pour détenir un avantage concurrentiel important, déterminez vous aussi dès maintenant les composants indispensables à votre propre chaîne de production et regardez ensuite si des entreprises d'économie sociale sont en mesure de les fabriquer. Vous pourriez être surpris du résultat !

2- Minimiser votre impact sur l'environnement

L'approvisionnement local a par ailleurs l'avantage de réduire l'empreinte environnementale des entreprises d'ici.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont moindres lorsque l'on opte pour des circuits courts et que l'on évite par le fait même le transport de marchandises sur de très longues distances.

Chose certaine, les entreprises qui font le choix de favoriser l'achat local, responsable et auprès de l'économie sociale ne font pas que minimiser leur impact sur l'environnement : elles contribuent également à renforcer le mouvement. Par exemple, les achats effectués par la Ville de Montréal totalisent plus de 2,8 milliards de dollars par année : une somme colossale qui permet de jouer un rôle stratégique, d'autant plus que la valeur des contrats octroyés de gré à gré par la métropole, année après année, se situe autour de 600 millions de dollars.

« Nous sommes en mesure d'adapter nos politiques d'approvisionnement afin de soutenir une économie verte et inclusive. Les achats municipaux sont un levier favorable au développement économique sur le territoire », constate ainsi France Doire, chargée d'expertise et de pratique principale, approvisionnement responsable pour la Ville de Montréal.

3- Se rapprocher de votre communauté

L'approvisionnement auprès de l'économie sociale est un excellent moyen de tisser des liens au sein de votre communauté. Soutenir une entreprise d'économie sociale, c'est aussi faire le choix de favoriser des emplois de qualité et de contribuer à la fierté du quartier. Votre organisation a d'ailleurs la chance d'établir un lien durable avec de véritables partenaires d'affaires, situés souvent à quelques minutes de marche ou à quelques stations de métro...

Cette proximité est le gage d'une communication plus directe entre les deux organisations. « Ces partenariats ont un impact réel dans la communauté : c'est une façon simple de s'engager dans la collectivité. Quelle satisfaction de discuter avec des employé.e.s d'une entreprise locale croisé.e.s dans le quartier ! », constate sur le terrain Jonathan Girard, directeur, approvisionnement biens et services pour Énergir.

La Société des alcools du Québec (SAQ) est d'ailleurs à l'origine d'une initiative locale des plus intéressantes pour favoriser le bien-être de la communauté. En collaboration avec la Cuisine collective d'Hochelaga-Maisonneuve (CCHM), depuis l'an dernier, une serre et une ferme agricole se sont installées sur le terrain de son siège social afin d'apporter une solution en sécurité alimentaire au sein du quartier et les résultats sont impressionnants. Un total de 4,3 tonnes de fruits et légumes ont été récoltés grâce à une serre de 530 m² en activité 10 mois par année et Le potager permet de cultiver une variété de 40 fruits et légumes... « Le modèle adopté par notre ferme met en place de nouvelles pratiques pour avoir un impact positif sur la communauté, dans des HLM, au cœur d'un désert alimentaire et auprès de poches de pauvreté de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Nous souhaitons ainsi développer un système alimentaire collectif, local et inclusif. Ce projet est aussi fédérateur, car les employé.e.s de la SAQ sont engagé.e.s et nous offre de leur temps lors d'activités de bénévolat. », explique Benoist de Peyrelongue, directeur général de cette entreprise d'économie sociale qui a pour mission de favoriser la sécurité alimentaire et l'insertion socioprofessionnelle.

« Cette façon différente de faire de l'économie met l'humain au cœur des décisions, privilégie le bien commun et les besoins des collectivités. L'économie sociale, c'est une entreprise locale qui répond à une mission sociale. C'est une économie qui rayonne encore plus large, car chaque dollar d'achat investi dans une entreprise collective a des retombées équivalentes dans la communauté », conclut Anyle Coté. Voilà donc plusieurs arguments de poids en faveur de l'économie sociale.

5 conseils pour faire une place à l'économie sociale



Lancement de la 6^e cohorte de L'économie sociale : j'achète ! – Février 2023

Vous souhaitez faire affaire avec des entreprises d'économie sociale ? Voici nos meilleures astuces pour vous permettre d'aller de l'avant !

Alors, en quoi est-ce différent de faire affaire avec des entreprises d'économie sociale ?

« En plus d'obtenir un produit ou un service qui répond à nos besoins, on s'assure de retombées multiples pour notre communauté : création d'emplois, réinsertion sur le marché du travail, revitalisation de nos quartiers, et protection de notre environnement », explique d'entrée de jeu Édith Cyr, présidente du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM).

Une entreprise d'économie sociale, c'est une PME qui appartient à ses membres ou à sa collectivité, et qui cherche autre chose que le profit. « C'est une manière d'entreprendre autrement, avec les mêmes défis qu'une entreprise traditionnelle, mais qui se démarque par la responsabilité sociétale intrinsèque à sa mission et ses valeurs, son enracinement dans les collectivités et son souci de pérennité », renchérit-elle. Et pour prendre le virage de l'économie sociale à votre tour, lisez ce qui suit !

1- Bien faire connaître les besoins de votre organisation

Il vous est suggéré d'évaluer l'offre existante et d'identifier les fournisseurs issus de l'économie sociale qui peuvent répondre à vos besoins actuels et futurs. Plusieurs répertoires, dont celui du CESIM, sont disponibles en ligne pour vous permettre d'identifier de futurs partenaires d'affaires et créer des jumelages pertinents et durables.

Une fois que votre besoin d'affaires est bien identifié, l'heure est venue d'en discuter ouvertement avec les fournisseurs convoités. « Évitez cependant d'être trop rigide dans la description de l'offre recherchée. Développez plutôt un devis de performance pour laisser place à leur créativité », recommande de son côté France Doire, chargée d'expertise et de pratique principale, approvisionnement responsable pour la Ville de Montréal.

Des propos qui enchantent Anyle Côté, directrice générale du CESIM. « Pensez aux besoins non comblés de votre organisation en matière d'approvisionnement. Les institutions publiques et privées apprécient la grande flexibilité des entreprises d'économie sociale et leur capacité à trouver des solutions avec le client », observe-t-elle.

Ces organisations se démarquent donc de la concurrence. « La disponibilité des personnes responsables, le professionnalisme démontré et les retombées sociales et environnementales évidentes pour la communauté sont trois arguments qui jouent en leur faveur », ajoute-t-elle.

2- Évaluer à intervalles périodiques l'offre existante

Il est possible qu'aucun fournisseur de l'économie sociale ne soit en mesure de répondre au besoin précis exprimé actuellement. L'offre de services se développe et se bonifie avec le temps.

Stéphanie Leclerc, gestionnaire du programme d'approvisionnement responsable à l'Université McGill, recommande d'ailleurs de faire périodiquement un exercice d'arrimage entre les besoins actuels de votre organisation et l'offre en provenance des entreprises d'économie sociale. « Participer à des activités de maillage s'avère vraiment utile pour découvrir de nouvelles possibilités de collaboration », constate-t-elle.

3- Mettre en place un projet-pilote

Autre conseil : adoptez l'approche des petits pas. Dans votre démarche, vous pourriez segmenter vos besoins et accorder un premier mandat à une entreprise d'économie sociale. Comparez ensuite les résultats obtenus avec ceux d'un fournisseur régulier.

Et soyez rassuré ! « Les entreprises d'économie sociale sont efficaces, comme le sont les entreprises qui visent le profit. Elles ont toutes la volonté de bien servir leurs clients. La rigueur et la qualité sont bel et bien au rendez-vous ! », affirme d'ailleurs Francesca Torasso, directrice de l'acquisition des biens et services pour la Société des alcools du Québec (SAQ).

4- Impliquer la haute direction

Vous avez trouvé l'entreprise d'économie sociale qui peut répondre à votre besoin et vous souhaitez lui accorder un premier contrat ? Inscrivez votre projet dans la planification stratégique de l'entreprise. L'heure est venue de démontrer à la haute direction que c'est la bonne chose à faire pour toutes les parties impliquées. N'attendez donc pas que l'idée déboile éventuellement du haut de l'organigramme pour procéder...

L'équipe de Francesca Torasso déploie d'ailleurs des efforts supplémentaires pour développer de façon systématique le recours aux entreprises d'économie sociale. « Nous sommes proactifs. Nous sommes également dans un processus de révision des contrats existants pour identifier des occasions futures de maillage avec les entreprises d'économie sociale », dit-elle. Il s'agit sans équivoque de l'une des priorités de la SAQ. Et aux autres grands donneurs d'ordres, son conseil va en ce sens : « Lancez-vous sans hésiter ! »

5- Sensibiliser l'ensemble de l'organisation à l'économie sociale

Il est effectivement primordial de sensibiliser toute l'organisation, et l'ensemble de vos clients internes, aux bienfaits de l'économie sociale. Le CESIM offre d'ailleurs des activités et des formations adaptées pour vous accompagner dans cette démarche.

De son côté, Stéphanie Leclerc offre une séance d'information, trois fois par année, pour sensibiliser tous les acheteurs et requérants potentiels de l'Université McGill et les amener à considérer les entreprises d'économie sociale lors d'un achat. Et ça marche ! « Il y a environ 5 000 personnes ici qui ont le pouvoir de dépenser dans leurs départements respectifs. Il y a donc beaucoup de monde à rejoindre, d'où l'importance de les impliquer en amont », conclut-elle.

L'économie sociale, j'achète ! : serez-vous le prochain signataire ?

L'économie sociale : j'achète ! (ESJA) est une initiative qui vise à encourager les acheteurs à créer des liens d'affaires avec les entreprises d'économie sociale dans une perspective d'approvisionnement responsable.

À cet égard, le CESIM a été précurseur dans la mise en œuvre d'une initiative qui vient répondre à la fois aux besoins des entreprises d'économie sociale montréalaises et aux besoins des grands acheteurs. « À Montréal, les organisations signataires sont invitées à des séances de réseautage et de maillage ciblées pour rencontrer les entreprises d'économie sociale participantes. C'est une formidable occasion de provoquer des rencontres et de créer des maillages ! Depuis ses débuts, ce sont 36 acheteurs publics et privés qui ont choisi de s'engager dans l'initiative portée par le CESIM et de s'approvisionner davantage auprès de l'économie sociale. Mieux encore, nous sommes fiers de dire que plus de 1 800 contrats ont été conclus entre les entreprises d'économie sociale montréalaises et les institutions participantes, pour un chiffre d'affaires global de plus de 55 millions de dollars grâce à celle-ci. Et ces partenariats continuent de grandir, au fur et à mesure que nous rejoignons les acheteurs potentiels », souligne Anyle Côté, directrice générale du CESIM.

Rejoignez-vous à votre tour à ces organisations qui ont pris l'engagement de faire affaire avec l'économie sociale !

5 moyens de s'approvisionner auprès de l'économie sociale



Activité de maillage – 6^e cohorte de L'économie sociale : j'achète! – 17 novembre 2022

Votre organisation vient de prendre la décision de soutenir l'économie sociale. L'heure est venue de vous approvisionner en conséquence. Voici cinq moyens concrets pour appuyer ce type de fournisseurs et les intégrer dans votre politique d'approvisionnement.

Novembre, mois de l'économie sociale : c'est le moment idéal pour ficeler une première entente avec une entreprise de l'économie sociale.

« C'est l'occasion de forger une alliance gagnante, d'obtenir des prix compétitifs et de profiter d'une écoute active quant aux solutions recherchées. Un partenariat durable et une histoire à succès sont à votre portée », souligne Anyle Côté, directrice générale du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal. Voici quelques idées pour vous assurer d'un bon point de départ dans votre approvisionnement auprès des différents acteurs de l'économie sociale.

1- Leur réserver des lots

À défaut de dénicher une entreprise d'économie sociale en mesure de répondre à de grandes commandes potentielles, envisagez la possibilité de lui octroyer un certain pourcentage des biens requis.

Vous pourriez, par exemple, réserver 20 % des lots commandés aux entreprises d'économie sociale.

Une pratique que de grands donneurs d'ordres utilisent, d'ailleurs. « *En contexte d'appels d'offres, le bureau des approvisionnements peut diviser les lots pour permettre à de plus petites entreprises d'économie sociale d'y participer* », confirme Stéphanie Leclerc, gestionnaire du programme d'approvisionnement responsable pour l'Université McGill.

2- Se doter d'un répertoire efficace

Pour permettre aux acheteurs de votre organisation d'effectuer un maillage efficace entre leurs clients à l'interne et les entreprises d'économie sociale qui peuvent soumissionner sur un contrat en particulier, l'idéal est de bâtir un répertoire des fournisseurs efficace.

Le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) a fait preuve d'ingéniosité pour améliorer le sien. « Notre outil n'était pas optimisé pour les plus petits mandats, ceux qui sont souvent à portée de main des entreprises d'économie sociale. Il était donc plus difficile pour les requérants à l'interne de trouver un fournisseur de l'économie sociale codifié en ce sens », explique Mathieu Bouchard, directeur adjoint du bureau des approvisionnements.

L'équipe a donc décidé de créer des mots-clés et des contrats fictifs au système pour corriger cette lacune et renverser la tendance. « *Le requérant effectue désormais sa recherche dans le système, tombe sur un contrat fictif et peut être redirigé vers la fiche de l'entreprise fournie dans le répertoire des fournisseurs du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM)* », souligne-t-il. Les écoles obtiennent ainsi le nom de fournisseurs de l'économie sociale à contacter !

Le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal a aussi été récemment mis à jour pour refléter les pratiques responsables qu'elle souhaite s'approprier. Celui-ci, qui demeure la porte d'entrée pour les entreprises qui souhaitent offrir leurs produits et services à la municipalité, bénéficie maintenant d'un formulaire d'inscription optimisé. « Les organisations intéressées peuvent désormais s'identifier selon des classifications distinctes ayant un impact responsable. L'inscription en tant qu'entreprise d'économie sociale a été bonifiée au système, tout comme les questions relatives à leur engagement en matière de développement durable, à titre d'exemple. Et un volet "fournisseur issu de la diversité" et "achat local" sont désormais disponibles », explique à son tour France Doire, chargée d'expertise et de pratique principale, approvisionnement responsable pour la Ville de Montréal.

3- Faire de l'attribution de gré à gré

Un contrat de gré à gré doit être conclu sous les seuils d'appel d'offres public. Il est attribué librement par le donneur d'ordres à un fournisseur sélectionné sans concurrence. « *Nous avons amélioré notre encadrement à l'interne pour permettre aux conseillers en approvisionnement de faire du gré à gré directement avec les entreprises d'économie sociale, tout en étant conformes à nos obligations réglementaires de société d'État* », explique Bertrand Gimat, chef des orientations stratégiques en approvisionnement pour Hydro-Québec.

Le CSSDM a de son côté entériné des contrats de gré à gré avec Le Chic Resto Pop et Le Garde-manger pour tous dans le cadre d'une mesure alimentaire visant à nourrir les élèves qui présentent des besoins, pour favoriser leur rendement scolaire.

4- Accorder une marge préférentielle

La marge préférentielle est une modalité de calcul qui permet de tenir compte des caractéristiques environnementales ou écoresponsables d'un produit, d'un service ou du comportement d'un fournisseur. Une marge préférentielle peut donc être accordée si ces entreprises

répondent aux spécifications requises dans les documents d'appel d'offres. L'objectif de cette mesure est généralement d'inciter la prise de conscience environnementale des soumissionnaires et de véhiculer un message sur l'importance accordée au développement durable par le donneur d'ordres.

À ce titre, des critères de sélection, y compris des critères sociaux, peuvent être mis en place afin de permettre aux soumissionnaires ayant de bonnes pratiques en développement durable d'accroître leur note dans le cadre de l'évaluation de leur dossier dans certains appels d'offres.

5- Rejoignez l'initiative qui crée des maillages : L'économie sociale : j'achète !

L'économie sociale : j'achète ! (ESJA) favorise le développement d'affaires entre les entreprises d'économie sociale et les grands acheteurs signataires de l'engagement. Que vous souhaitiez concrétiser la mise en œuvre de votre politique d'approvisionnement responsable, augmenter vos achats auprès des entreprises d'économie sociale ou soutenir l'achat local, faites de l'ESJA un puissant levier de changement.

Contactez-nous pour passer à l'action, dès maintenant !

Économie sociale : des partenariats gagnants à découvrir



Insertech, une entreprise d'économie sociale montréalaise qui dessert plusieurs institutions publiques et privées dont Hydro-Québec

L'économie sociale n'est pas marginale au Québec ! Au contraire, elle fait partie de notre quotidien : les centres de la petite enfance (CPE), les services d'aide à domicile et aux aînés, les entreprises d'insertion socioprofessionnelle et celles qui favorisent l'accès à des aliments sains en sont quelques exemples. Voici de bonnes pistes pour bonifier votre répertoire !

Cette diversité de fournisseurs ne passe pas inaperçue : de grandes entreprises et des sociétés d'État ont fait de ces perles des partenaires indispensables à leur réussite. Et peu importe votre domaine d'activités, il y a sûrement un fournisseur de l'économie sociale qui peut mettre la main à la pâte. L'offre ne cesse d'évoluer, mais encore faut-il pouvoir trouver chaussure à son pied ! Et l'initiative *L'économie sociale : j'achète !* (ESJA), démarrée à Montréal par le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM) et qui se déploie depuis dans certaines régions du Québec, facilite d'ailleurs le maillage entre les organisations.

« Cette initiative est une illustration de toute la diversité de l'offre de produits et services proposés par les entreprises d'économie sociale. À Montréal, l'initiative L'économie sociale, j'achète ! leur propose des outils et de l'accompagnement dans leur développement d'affaires et elle permet de provoquer des rencontres avec les 36 grands donneurs d'ordre qui ont rejoint notre initiative depuis ses débuts », rappelle ainsi Anyle Côté, directrice générale du CESIM. Au fil du temps, certaines entreprises d'économie sociale ont donc su s'imposer auprès d'une clientèle bien établie.

Des partenariats gagnants sous la loupe

Énergir, entreprise diversifiée du secteur énergétique et principal distributeur de gaz naturel dans la province, privilégie les fournisseurs qui ont un engagement en développement durable par leur approche en ESG, dont les entreprises d'économie sociale. Jonathan Girard, directeur, approvisionnement biens et services pour l'organisation, présente d'ailleurs AXIA Services comme étant une « organisation dont la mission est d'offrir des emplois de qualité à des personnes vivant avec des limitations ». AXIA Services est une entreprise adaptée, spécialisée en gestion immobilière : elle possède une division dédiée à l'entretien ménager commercial et une seconde qui œuvre dans le domaine de la sécurité. Elle est en activité depuis 1975.

« Nous faisons également confiance à Insertech, une organisation à but non lucratif, qui forme de jeunes adultes sans emploi, tout en donnant une deuxième vie au matériel informatique récupéré des entreprises », renchérit-il. En faisant du réemploi et de la réparation d'appareils, Insertech contribue à lutter contre la surconsommation, l'obsolescence programmée, la pollution et le gaspillage des ressources.

Ces deux entreprises d'économie sociale rendent d'ailleurs service à plusieurs grands signataires de l'ESJA. Par exemple, AXIA Services a également obtenu des contrats d'Hydro-Québec, de la Ville de Montréal et de la Société du parc Jean-Drapeau, notamment. Insertech, de son côté, déploie son expertise avec succès auprès de la Société de transport de Montréal (STM) depuis 2015 et d'Hydro-Québec depuis 2017.

Quant à Desjardins, le premier groupe financier coopératif d'importance en Amérique du Nord, il demeure également fidèle à sa mission et un ambassadeur de choix pour l'économie sociale. Pour Marie-Michèle Brière, conseillère principale, chaîne d'approvisionnement et gouvernance des fournisseurs au sein de l'institution, plusieurs entreprises — Axia Services, Groupe TAQ et Recyclage Vanier, notamment — se sont démarquées au fil du temps. « Six autres entreprises de l'économie sociale — dont Le Festigoût Traiteur — proposent des services de traiteurs pour les employés qui participent à des événements à Montréal », confirme-t-elle.

D'autres entreprises d'économie sociale se sont aussi démarquées par leurs réalisations au cours de l'année 2022. Société Logique, dont les professionnels de l'architecture et de l'urbanisme se consacrent entièrement à la promotion et au développement des lieux accessibles pour tous, a assuré la formation en design universel des gestionnaires immobiliers et des professionnels du programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques de la Ville de Montréal. Résultat ? Quatre-vingt-seize personnes bien outillées sur le sujet !

Sans oublier YAM, une entreprise d'économie sociale qui met en œuvre des projets environnementaux à fort impact sur la collectivité, comme celui des « Balcons bleus », une collaboration avec l'association des commerçants de Tétéreaultville grâce à laquelle l'artère commerciale principale du quartier est verdie et embellie en collaboration avec les commerçants locaux.

Pour Anyle Côté, les activités de maillage intitulées « Comment faire affaire avec... », proposées par son équipe, sont des occasions idéales pour tisser de nouveaux partenariats. « Les grands signataires ont ainsi l'occasion de développer leur politique d'achats responsables, et les entreprises d'économie sociale obtiennent ainsi la chance de faire valoir leur expertise. C'est vraiment une initiative gagnante pour tout le monde ! », conclut-elle.

Vous recherchez des fournisseurs de l'économie sociale ?

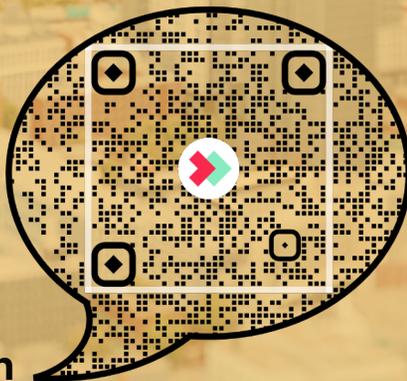
Découvrez les entreprises participantes de l'initiative L'économie sociale : j'achète ! (ESJA) à Montréal pour connaître leurs offres de services et leurs produits.

Faire affaire avec l'économie sociale !

L'économie sociale,
un modèle à découvrir pour des
achats locaux et une société plus
juste, responsable et durable !



L'économie sociale : j'achète!



**Vous aimez nos contenus ?
Abonnez-vous à notre bulletin**

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

